

Les filières à l'épreuve des chiffres

Il fut un temps où le nombre élevé d'inscriptions en sciences humaines et sociales était considéré comme un problème. Aujourd'hui, alors que leur proportion diminue par rapport aux autres filières, on parle d'une perte d'importance. Que peut-on réellement conclure de ces chiffres ?

Christian Weibel

06 octobre 2026



Des étudiants dans la salle de lecture de l'Université de Saint-Gall. L'évolution des chiffres dans le paysage universitaire suisse remet les sciences humaines et sociales sous les feux de l'actualité.

© Christian Beutler (Keystone)

Selon un responsable de la formation chez *economiesuisse*, choisir librement sa filière d'études n'aurait pas d'avenir dans le pays. En l'espace de quinze ans, le nombre d'étudiant·e·s en sciences humaines et sociales avait augmenté d'environ la moitié. Du côté de la politique de la formation, certaines voix ont alors préconisé l'instauration d'un *numerus clausus*. Des examens d'admission devaient permettre aux

établissements d'enseignement supérieur de sélectionner leurs étudiant·e·s, et non l'inverse.

Ça, c'était en 2013. Une autre époque, d'autres chiffres, d'autres débats. Aujourd'hui, ce n'est plus la progression des sciences humaines et sociales qui retient l'attention, mais la diminution de leur part dans l'effectif total des étudiant·e·s. Alors qu'avant, on s'inquiétait de l'engouement pour ces disciplines et du risque de saturation du marché du travail, c'est désormais leur recul relatif qui alimente les préoccupations. On se demande si elles ont perdu en importance. Dans les médias, on parle de « perte de terrain », de « crise », de « déclin ».

Les diagnostics de crise fondés sur l'évolution du nombre d'étudiant·e·s sont bien antérieurs à l'émergence de la statistique universitaire moderne. Déjà à la fin du XV^e siècle, l'Université de Bâle s'est vue confrontée à une « crise existentielle » provoquée par une baisse du nombre d'étudiants. Celle-ci faisait suite à un différend sur l'orientation à donner au sein de la faculté des arts (qui deviendra plus tard la faculté de philosophie). Le Conseil de Bâle alla même jusqu'à envisager la suppression de l'université.

Plus que de simples chiffres, les effectifs étudiants peuvent mettre en évidence des transformations dans la société et contribuer à façonner l'enseignement supérieur. Mais les chiffres ne parlent pas d'eux-mêmes. Ils ne prennent tout leur sens que lorsqu'ils se rapportent à une période, à une valeur de référence et à une problématique. Ils constituent ainsi un indicateur important de l'évolution d'une filière, mais ne permettent pas de mesurer directement la qualité ou la valeur sociétale de cette dernière.

Effectifs en hausse, proportion en baisse

En juillet 2026, l'ASSH a publié un rapport réalisé à sa demande par econcept, cabinet de recherche et de conseil, qui permet d'y voir plus clair. Il retrace de manière systématique l'évolution des effectifs étudiants dans les filières des sciences humaines et sociales du début des années 1980 à 2024. Dans les établissements universitaires, ceux-ci ont plus que doublé au cours de cette période, passant d'environ 18 000 à 38 000. Cette progression sur le long terme doit cependant être replacée dans le contexte de l'expansion générale du système universitaire, favorisée notamment par la croissance démographique, l'augmentation du nombre de maturités gymnasiales, la proportion toujours plus importante de leurs titulaires poursuivant des études supérieures ainsi que le nombre croissant d'étudiant·e·s disposant d'un certificat d'accès étranger.

Leur part dans l'effectif total des étudiant·e·s a toutefois suivi une trajectoire différente : elle a d'abord augmenté, passant de 35 à un pic de 41% en 2004/2005, avant de reculer pour atteindre 28% en 2023/24. D'autres groupes de disciplines ont en revanche progressé depuis le début du millénaire. C'est notamment le cas des sciences exactes et naturelles, dont la part est passée de 14 à 19%. En bref : si les amphithéâtres et les salles de séminaire n'ont cessé de se remplir, la part des sciences humaines et sociales dans les effectifs totaux a diminué.

En y regardant de plus près, des différences apparaissent entre les domaines d'études. Alors que la part des sciences sociales est passée de 10 à 17%, ce sont les langues et littératures qui ont enregistré la plus forte baisse : de 12 à 4%. Au niveau des branches d'études, le tableau est également contrasté. Ainsi, les effectifs en langue et littérature allemande ont diminué d'environ un quart au cours des dix dernières

années, tandis qu'ils ont augmenté de plus de 60% en linguistique. Selon l'angle d'analyse et la période considérée, un même ensemble de données peut donner lieu à des récits différents.

La diversification de l'offre de formation pourrait en partie expliquer ces évolutions contrastées. Katharina Michaelowa, doyenne de la Faculté de lettres de l'Université de Zurich (UZH), souligne notamment qu'aujourd'hui, les personnes intéressées par les langues peuvent choisir, en plus des filières traditionnelles, des programmes plus spécialisés. À l'UZH, l'offre comprend, par exemple, le programme d'études en linguistique informatique et technologie linguistique. Cette diversification pourrait se faire au détriment de disciplines telles que les langues et littératures germaniques et romanes.

Mais comment évaluer une telle évolution ? Une hausse d'effectifs n'est pas nécessairement synonyme de succès, et une baisse ne constitue pas à elle seule une crise. Pris isolément, les effectifs en hausse ou en baisse en disent peu sur la qualité d'une filière ou sur son importance pour la société.

Une question d'échelle

Les critères d'évaluation dépendent de la perspective adoptée. Pour les établissements d'enseignement supérieur, cette évolution a d'abord des conséquences pratiques, notamment en matière de planification du personnel et de conditions d'encadrement adéquates. Dans la mesure où les classes plus fréquentées peuvent être associées à de moins bons résultats, une baisse des effectifs peut favoriser un meilleur environnement d'apprentissage. Ainsi, une diminution du nombre

d'étudiant·e·s dans les disciplines des sciences humaines a contribué à améliorer les conditions d'encadrement.

En revanche, du point de vue des étudiant·e·s, c'est la compatibilité entre la filière choisie, leurs aptitudes et leurs centres d'intérêt qui importe. Si l'on observe sur le long terme les raisons qui poussent à choisir des études en sciences humaines ou sociales, on constate une remarquable continuité. Les aptitudes et les compétences, l'ouverture de nouveaux horizons ou encore la réalisation d'une aspiration professionnelle figurent constamment parmi les motivations principales. Parallèlement, les considérations d'ordre sociétal et celles liées au marché du travail ont gagné en importance. Ces données ne permettent toutefois pas de déterminer l'impact de ces motivations sur l'évolution des effectifs étudiants. En effet, le rapport présente uniquement les raisons invoquées par les personnes qui ont opté pour ce type d'études, et non de celles des personnes qui y ont renoncé, à supposer qu'elles aient envisagé cette possibilité. Reste à savoir si, parmi les personnes intéressées par des études en sciences humaines et sociales – un groupe difficile à cerner et à interroger –, les intérêts ou les perceptions de ces disciplines et leurs débouchés professionnels ont évolué.

L'évaluation des filières d'études repose aussi fréquemment sur des critères économiques. Ces dernières années, le chômage a augmenté parmi les diplômé·e·s en sciences humaines et sociales, tout comme la proportion de celles et ceux qui peinent à trouver un emploi correspondant à leurs qualifications. Cette tendance s'observe toutefois aussi dans les sciences techniques et les sciences économiques, généralement considérées comme plus proches du marché du travail.

Lorsqu'une évolution est jugée problématique, il arrive que l'on préconise de réguler davantage le choix des études. De telles revendications sont souvent justifiées par la demande sur le marché du travail ainsi que par la pénurie de personnel qualifié dans d'autres secteurs professionnels. Une orientation plus marquée vers les besoins

actuels en matière d'emploi comporte toutefois des incertitudes. Plusieurs années séparant le début des études de l'entrée dans la vie active, les besoins futurs ne peuvent être anticipés qu'avec une fiabilité limitée. Les compétences, les centres d'intérêt ainsi que les valeurs personnelles s'ajoutent aux perspectives d'emploi et jouent également un rôle déterminant dans le choix d'une filière. Dès lors, la question n'est pas seulement de savoir sur quels besoins futurs d'une telle orientation pourrait s'appuyer, mais aussi selon quels critères il conviendrait d'influencer les choix d'études.

Qu'est-ce qui compte ?

Les besoins de la société et la manière dont ceux-ci sont perçus peuvent évoluer. Laurent Goetschel, doyen de la Faculté des lettres et sciences humaines de l'Université de Bâle, en donne un exemple : « Le fait qu'une discipline soit considérée comme un domaine de niche peut varier en fonction des circonstances », souligne-t-il. Il y a quelques années encore, on envisageait de supprimer les études de l'Europe orientale à Bâle. Depuis l'attaque de la Russie contre l'Ukraine, l'expertise sur ces deux pays a gagné en importance. La demande actuelle et les effectifs ne permettent donc que partiellement d'apprécier, sur le long terme, la nécessité d'une filière ainsi que sa valeur pour la société.

Même les prévisions concernant les besoins futurs ne permettent pas d'appréhender la valeur d'une filière. Dans ce contexte, Sebastian Bonhoeffer, professeur à l'École polytechnique fédérale de Zurich, attire l'attention sur le risque suivant : « Il ne faut pas accorder trop de valeur aux chiffres dans l'évaluation de l'utilité sociétale de la formation

universitaire. Ce qui est facilement mesurable n'est pas forcément essentiel, mais ce qui est essentiel est souvent difficile à mesurer. »

Ces limites apparaissent également dans une étude sur la situation des sciences humaines et culturelles en Allemagne, publiée en septembre 2026 à la demande de la Fondation Volkswagen. Elle retrace l'évolution de ces filières à partir d'indicateurs clés concernant les étudiant·e·s, le personnel, la capacité de recherche, le financement et les structures institutionnelles. Toutefois, elle n'évalue expressément ni leur potentiel d'innovation ni leur impact sur la société, tout en soulignant leur contribution au patrimoine culturel et à la réflexion sur les transformations technologiques et sociétales.

Que signifie donc « trop » ou « trop peu » d'étudiant·e·s ? Les statistiques ne permettent pas de répondre à cette question. Elles mettent en évidence, au sein d'un système universitaire dont les effectifs ont globalement augmenté, des évolutions à long terme dont l'ampleur varie considérablement selon les filières des sciences humaines et sociales. Les chiffres ne permettent pas à eux seuls de déterminer si cette évolution est problématique ou souhaitable ni si elle appelle à une intervention politique.

Pour cela, il faudrait commencer par définir les critères selon lesquels une telle évolution doit être évaluée : s'agit-il des conditions d'encadrement et de l'offre de formation, de la réussite des études et de l'adéquation de la filière choisie, ou encore des perspectives sur le marché du travail ? Quels savoirs et quelles compétences scientifiques une société doit-elle préserver et développer ? Les conclusions que l'on peut tirer des chiffres dépendent ainsi des critères retenus et de la perspective adoptée. Pour un établissement d'enseignement supérieur qui planifie ses capacités d'enseignement, les indicateurs pertinents ne sont pas nécessairement les mêmes que pour la politique de formation, le marché du travail ou les personnes envisageant d'entreprendre des études.

Dans ce contexte, il vaut la peine de revenir sur le débat évoqué en introduction. En 2013, le nombre élevé d'étudiant·e·s en sciences humaines et sociales a pu être considéré comme un problème. Aujourd'hui, c'est le recul relatif de leurs effectifs qui alimente de nouveaux diagnostics de crise, dans une configuration toutefois différente. Les effectifs étudiants permettent de rendre visibles certaines évolutions, mais leur évaluation dépend des critères retenus.

Qualifier ces effectifs de « trop élevés » ou de « trop faibles » ne constitue pas un constat neutre. C'est un jugement.

Références

1. Sali, Rahel : Sozial- und Geisteswissenschaften droht Numerus clausus, SRF, 2 janvier 2013.
2. Kreis, Georg : Université de Bâle, dans : Dictionnaire historique de la Suisse, 2011 (remanié le 28 janvier 2013).
3. Econcept : Studienwahl. Zahlen und Trends in den Geistes- und Sozialwissenschaften, Swiss Academies Reports 21 (2026),5.
4. Centre suisse de coordination pour la recherche en éducation (CSRE) : Rapport sur l'éducation en Suisse 2026. Aarau, 2026, p. 214.
5. Michaelowa, Katharina : Les sciences humaines et sociales perpétuent le savoir culturel et historique, dans : NZZ, 10 avril 2024.
6. CSRE : voir note 4, pp. 234–235.
7. Econcept : voir note 3.
8. Office fédéral de la statistique : Situation professionnelle des diplômés de l'enseignement supérieur de la promotion 2024 en 2025, 27 août 2026.
9. Rösch, Eva : Die Geisteswissenschaften stehen für das freie Denken schlechthin, entretien avec Laurent Goetschel, Université de Bâle, 23 juin 2026.
10. Cité dans : Teuwsen, Peer : Krise der Geisteswissenschaften: Von der Verkümmernung des Geistes, dans : NZZ, 9 mars 2024.
11. Biela, Jan et al. : Aktuelle Lage der Geistes- und Kulturwissenschaften in Deutschland. Technopolis Group, 16 septembre 2026.

À propos de l'auteur

Christian Weibel est collaborateur scientifique à l'ASSH. Il travaille sur différentes thématiques relatives à la politique de la formation, notamment la promotion des sciences humaines et sociales, l'éthique de la recherche et les parcours professionnels dans le monde académique.

Téléchargements

Téléchargez gratuitement la publication (disponible en allemand).

Studienwahl. Zahlen und Trends in den Geistes- und Sozialwissenschaften



19 juillet 2026 — PDF — 1.09 MB

S'abonner au magazine

Recevez gratuitement notre magazine en version papier ou numérique.

Comment souhaitez-vous recevoir le Bulletin ?

☒ Version imprimée (Pas d'expédition à l'étranger) ☐ Version numérique (PDF)

Quelle langue souhaitez-vous utiliser pour la correspondance ?

☒ Allemand ☐ Français

Prénom et nom

E-mail

Rue et numéro

Localité et NPA

☐ J'ai lu et j'accepte les informations sur la [protection des données](#).

S'abonner